

QU'EST-CE QUE LA DIVERGENCE TECHNOLOGIQUE ?

Denis Duclos

La Découverte | *Mouvements*

**2009/4 - n° 60
pages 92 à 97**

ISSN 1291-6412

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2009-4-page-92.htm>

Pour citer cet article :

Duclos Denis , « Qu'est-ce que la divergence technologique ? » ,
Mouvements, 2009/4 n° 60, p. 92-97. DOI : 10.3917/mouv.060.0092

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Qu'est-ce que la divergence technologique ?

PAR
DENIS DUCLOS *

Parmi les possibilités d'évolution des technologies dans le contexte d'une urgence écologique de plus en plus insistante, il faut sans doute distinguer trois grandes formes :

-L'aménagement du système.-La rupture.-La divergence.

La plupart des projections et des utopies se situent dans une controverse entre les deux premières formes. La question est de savoir, par exemple, jusqu'à quel point le système actuel, considéré comme un cadre global structurant et contraignant pour toutes ses parties, peut être aménagé de façon assez profonde pour répondre aux exigences de l'époque à venir. Notamment en matière de diminution de l'intensité énergétique, et en règle générale de l'empreinte écologique. Dans ce texte, Denis Duclos plaide pour une prise au sérieux de la troisième forme, la divergence.

La position qui consiste à prôner une rupture franche n'est pas dépourvue d'arguments. Ils sont de deux types, complémentaires : on tient d'une part pour probable que les modifications du système pour le rendre moins polluant et moins énergivore, atteindront rapidement une limite, précisément celle du caractère systémique qui lie toutes les parties les unes aux autres, et surtout les organise en un mode de vie et de production relativement rigide. Par exemple le mode de vie « postmoderne » s'organise entre le pavillonnaire et la zone de travail via un ensemble de réseaux, dont la route et l'autoroute sont les paradigmes essentiels. Chercher à diminuer la dépense d'énergie sans changer cette structure revient d'un côté à « affiner » les modes de consommation par des mesures plus précises, une domotique gérant automatiquement les transferts, et éventuellement une culpabilisation morale des utilisateurs, en recourant au côté « religieux » de l'écologisme porté par les couches moyennes.

On peut également remplacer certains réseaux par d'autres, par exemple dans des projets de généralisation de la voiture électrique. Mais d'une

* Sociologue, directeur de recherche au CNRS.

part ce remplacement renforce encore la rigidité de la structure acquise : on est toujours dans une logique de banlieue où les différents équipements de consommation, de travail, de loisirs, d'éducation, etc. se dispersent en fonction de l'autonomie des véhicules. Nous restons complètement prisonniers d'une logique de domination des grands centres de distribution, et de l'idéologie consumériste passive qui est associée aux cités-dortoirs. En tout état de cause, aucun spécialiste ne peut prévoir quelle serait la diminution réelle de la facture énergétique, si l'on prend en compte les coûts de réalisation et d'articulation des nouveaux réseaux. Par ailleurs nous savons que si la forme de dépense énergétique en bout de ligne est moins polluante, le système doit être alimenté en amont par une production de plus en plus homogène et centralisée, pour faire face à la possibilité de ruptures de charge encore plus catastrophique que celles qui peuvent surgir maintenant. La centralisation est également un effet d'une demande accrue d'électricité, qui ne peut correspondre en l'état actuel des choses qu'à des capacités nucléaires qui doivent réduire les risques de dissémination. Ce serait encore plus vrai dans le cas (improbable ?) de l'entrée en jeu de la fusion. Autrement dit nous assistons, dans ce scénario, à un effet de bascule : diminuant en aval, les risques de pollution et d'accidents, ceux de la rigidification systémique, se portent vers l'amont, accentuant une dépendance qu'il s'agissait pourtant de réduire. Le « macro-système » cher à Alain Gras¹ devient dans cette hypothèse un « hypersystème » dont tout donne à penser que la nécessaire standardisation au plan mondial en fera cette fois un système unique.

Bien sûr, il est toujours possible, d'un point de vue d'architectes ou d'ingénieurs, de réaliser des ensembles locaux très performants en matière d'économies d'énergie, d'intégration d'éléments naturels, voire même d'usages différents des modes de transport ou des équipements. Cependant, les études sociologiques montrent que, dans le cas des éco-quartiers, peu d'habitants assument la différence de ces lieux avec d'autres. Les aménagements nouveaux (par exemple éoliennes d'immeubles, chauffage urbain écologique, etc.) sont simplement vécus comme des caractères modernes et qui n'entraînent en eux-mêmes aucune modification spéciale de comportement. Nombreux sont même les habitants qui ignorent qu'ils vivent dans des « expériences novatrices ». Et c'est bien normal : le but de ces améliorations techniques n'est pas d'isoler les gens du reste de la société.

C'est en constatant ces faits, que les critiques les plus conséquents de la société de « croissance » concluent qu'une rupture est inévitable, et qu'il vaut mieux dans cette perspective, tenter de la choisir et de la rendre acceptable et positive.

Mais le principal problème que je vois dans cette position, c'est qu'elle sous-estime gravement les difficultés et les désordres qui accompagnent nécessairement la rupture. Lorsqu'on peut apercevoir dans l'actualité des signes de rupture, tels que par exemple ils apparaissent avec la crise financière déclenchée aux États-Unis autour de l'endettement des plus pauvres en matière de logement, ils ne s'accompagnent généralement pas

1. A. GRAS, *Les macro-systèmes techniques*, PUF, Que Sais-Je, Paris, 1997.

de dispositions favorables au changement des modes de vie. Lorsque le système s'effondre, c'est-à-dire lorsque plus personne ne peut racheter les dettes en cours, ce sont des quartiers entiers qui tombent dans la misère ou bien se vident, tandis que les habitants insolvable sont contraints de rejoindre des formes de « campements sociaux » proposés par la charité publique ou privée, ou encore d'aller vivre dans leurs voitures ou dans des cabanes forestières.

Bien entendu aucune innovation dans les modes de vie n'est à attendre de cette régression sociale très douloureuse. Nous entrons plutôt dans la logique de la gestion des populations de réfugiés, et éventuellement dans son incrustation dans la durée et dans des espaces fort vastes, formes élargies du bidonville. À l'autre extrémité de l'échelle sociale, ce sont les communautés « barricadées » (*gated*) qui se ferment encore davantage sur un luxe dont le gardiennage sécuritaire est de plus en plus une part importante. Et cette forme de regroupement ne concerne pas seulement l'habitat principal, mais tous les espaces consacrés à la vie sociale et aux loisirs, produisant des archipels de l'aisance en miroirs lointains des archi-

Ce sont les pauvres qui sont rendus encore plus complètement dépendants de la logique des déplacements polluants, ne serait-ce que parce qu'ils doivent trouver un travail encore plus loin qu'auparavant.

pels de la misère. Loin de créer des paradis où seraient tentés des modes de vie réellement « bobo », cette forme quotidienne de rupture amplifie au contraire dans la plupart des cas l'ancrage dans des imaginaires de distinction sociale absolue, dont la gabegie énergétique est l'un des traits : ainsi des usines électriques privées qui alimentent dans nombre de pays les seules zones regroupant les Riches.

Certes, à Davos les gens circulent

en véhicules électriques, et c'est parfois le cas aussi pour les joueurs de golf des beaux quartiers dans le monde entier. Ce sont au contraire les pauvres qui sont rendus encore plus complètement dépendants de la logique des déplacements polluants, ne serait-ce que parce qu'ils doivent trouver un travail encore plus loin qu'auparavant, et l'accepter sous peine de voir disparaître de minces allocations.

Imaginer une rupture positive, à partir de la crise actuelle ou d'une crise pétrolière prochaine, c'est donc devoir affronter la réalité même du « systémisme » : c'est-à-dire que la réaction la plus probable de « l'hypersystème » n'est pas l'adaptation, mais le collapsus. Or ce dernier n'est en aucune manière souhaitable pour personne, et dans l'hypothèse hasardeuse où il pourrait en sortir quelque bien, ce ne serait probablement pas encore dans le sens du choix de modes de vie et de production réellement différents.

D'autre part, que signifie choisir sa rupture ? Et s'il s'agit d'un choix politique déterminé, comment pouvons-nous penser l'imposer à tous ? Nous voyons bien aujourd'hui, même en l'absence quasi-totale de projets

écologiques cohérents partagés par les puissances pour la société humaine de demain, la moindre référence à une contrainte globale suscite des fantasmes paranoïdes, des terreurs diverses et variées, la suspicion d'intentions fatales à l'égard des masses. Nous sentons de plus en plus que le moindre des objectifs concernant la survie de la planète et la santé des populations suscite des angoisses quant aux changements qu'il pourrait impliquer quant à nos habitudes, pour ne pas parler de nos revenus.

La divergence implique de partir de modes de vie et de production choisis comme différents.

C'est en nous appuyant sur ces constats que nous parvenons à l'idée de la « divergence technologique » comme seconde alternative. Par définition, nous dirions que la divergence s'oppose à la fois à l'aménagement et à la rupture. Elle implique de partir de modes de vie et de production choisis comme différents, au moins partiellement. Elle n'attend pas la crise, mais elle ne cherche pas des solutions techniques qui seraient simplement tôt ou tard ramenées au rôle d'adjuvants, de compléments ou d'amendements au système considéré comme cadre au fond immuable. À première vue, cette position renvoie aux utopies classiques qui ont emmené des communautés plus ou moins sectaires dans des expériences de séparation par rapport à la façon de vivre de l'immense majorité de leurs contemporains. Et, de fait, nous pensons que chaque époque a besoin d'avant-gardes éclairées, courageuses, profondément libertaires : il s'agirait de les encourager aujourd'hui plutôt que les décourager. Mais il ne s'agit pas essentiellement de cela dans la divergence technologique, pour la raison que, pour qu'il y ait divergence, c'est-à-dire apparition d'un autre chemin évolutif, il faut atteindre une « masse critique », ce qui ne peut être le cas de petites communautés néo-rurales, du moins tant que leurs expériences ne sont pas connectées à des effets de mouvances plus vastes, engageant une partie significative des populations.

On peut considérer que les associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), dont le succès est désormais considérable aussi bien en France que dans de nombreux autres pays développés, correspondent au niveau de mouvance pertinent pour amorcer un changement dans la façon de vivre. Mais il faut aussi admettre que le changement en question n'est pour l'instant que relativement limité. Ce qui serait intéressant à étudier à propos de ce type de mouvements serait les changements juridiques et techniques qu'ils commencent à appeler, même s'ils se situent pour le moment dans des contextes classiques en termes de contrats ou de techniques agricoles (constituées notamment dans le cadre des labellisations « bio »). On peut en effet se demander si un certain nombre de problèmes surgissant nécessairement dans ces associations entre producteurs et consommateurs ne devraient pas être davantage traités comme des questions à résoudre collectivement, par exemple via les expertises amicales rencontrées sur Internet. Les exemples de telles collaborations existent mais sont encore assez rares, et il peut sembler que

se manifeste là un champ fascinant pour les passionnés du « *problem solving* ». Ainsi, il arrive de plus en plus souvent que les agriculteurs partieprenantes de ces associations soient invités, en plus de la production de leur « panier », à jouer un rôle de moniteurs pour aider les consommateurs à produire eux-mêmes une fraction de leurs besoins. Il est clair que ce déplacement pose des questions techniques stimulantes, et fait également naître des formes nouvelles de professionnalisations intermédiaires.

Voilà, même s'il s'agit d'éléments très modestes, et probablement encore très ponctuels, un type de situation à partir duquel pourrait se déployer dans l'avenir des amorces d'un changement tout à fait conséquent pour les façons de vivre et d'agir, dans la manière de considérer la ligne séparant production et consommation, monde du travail et monde de vie (le *Lebenswelt* des philosophes allemands²).

Imaginons que dans un avenir relativement proche de nouveaux habits se soient ainsi créés et répandus, de nouvelles forces deviennent alors disponibles pour négocier avec les structures actuelles de la distribution. Celles-ci seront invitées à s'adapter, car leur clientèle ne correspondra plus aux schémas entièrement passifs qu'elles auraient voulu faire prévaloir. Il est possible que par ce biais se produise un jour la situation qui rendrait plausible l'équivalent des « ateliers communaux » chers à André Gorz³, et qui jusqu'ici relevait d'un touchant volontarisme utopique. N'oublions pas cependant que le « drame des communs » reste une loi symbolique et économique puissante : nous préférons tous posséder nos propres outillages et construire notre propre œuvre. Mais, comme le montre abondamment le développement des services culturels dans les quartiers aisés, nous admettons aussi parfaitement d'avoir à suivre un enseignement pour devenir meilleurs, voire meilleurs que les autres, et cela quelle que soit la pratique dont il s'agit.

C'est sans doute par ce biais culturel qu'une pratique nouvelle, éventuellement prestigieuse, peut entraîner assez rapidement – si elle n'est pas découragée par les institutions et les personnalités – une sorte de « boule de neige » d'appels à innovations gratifiantes.

Les applications concernées ne sont pas en soi totalement nouvelles : qu'il s'agisse des techniques de jardinage sur des petits espaces, de l'élevage d'espèces ou de races utiles dans un contexte strictement vivrier, l'expérience est immémoriale. Encore que, vécue dans une perspective éthico – politique plutôt que résultant de la simple nécessité, elle puisse appeler de nouvelles curiosités, des ingéniosités qui n'avaient pas été jusque-là mises à contribution. Là encore on pense à la différence de « créativité » qui caractérisa au Moyen Âge les monastères ou se décidait volontairement un mode de vie, par rapport au village de colons réduits à l'état de serfs.

Le moins que l'on puisse dire c'est que ce type d'altruisme de proximité n'est pas encouragé dans les systèmes d'écoles d'ingénieurs si étroitement liés aux grands groupes industriels. Mais nous sommes forcés de reconnaître ici, un peu en contradiction avec nos premiers propos, que la crise peut avoir un aspect pédagogique, dans la mesure même où condam-

2. Edmund Husserl semble avoir la paternité de ce concept (*L'idée de la phénoménologie*, 5 leçons, 1907, PUF, Paris, Epiméthée, 1970), retrouvé par Maurice Meleau-Ponty, et repris par Alfred Schutz, et aujourd'hui par Habermas.

3. Pour André Gorz, les « ateliers informels d'autoproduction », qui existent déjà dans le capitalisme tardif (et peuvent se comparer aux tendances à l'autoproduction sociale non marchande représentées par les logiciels libres) signent le mouvement vers le « dépassement » du capitalisme. Voir notamment l'un de ses derniers textes : « la sortie du capitalisme a déjà commencé », *Eco'rev*, 17 septembre 2007.

nant désormais au chômage de plus en plus de jeunes diplômés, y compris dans le domaine technique, elle peut les pousser, à partir d'un certain moment, à envisager différemment leur insertion dans la société, et à chercher l'implication – modeste et pratique dans un passionnant changement de société, plutôt qu'à continuer à courir après les emplois, dans des conditions de plus en plus indignes.

Ces efforts encore individuels, marginaux, peuvent se révéler plus vite qu'on ne le croit essentiels à la construction de nouvelles institutions de savoir pratique, dont l'existence sera nécessaire pour engranger les idées nouvelles et les organiser dans des schémas alternatifs cohérents. Alors seulement pourra-t-on parler de *début de divergence*, c'est-à-dire du démarrage d'une forme d'organisation sociale techniquement fondée, et distincte du système unique qui continuera évidemment prévaloir fort longtemps, et qu'il ne s'agit pas de détruire (au risque d'une crise désastreuse) mais plutôt de redoubler dans des espaces et des temporalités qu'il ne peut tout simplement pas occuper.

L'enjeu ici, n'est pas seulement de faciliter une réorientation, de rendre supportable une modification dans une trajectoire collective autrement fatale. Il est aussi et peut-être surtout d'introduire la notion éminemment politique de « pluralité » comme droit, aussi bien que comme solution raisonnable dans les relations entre êtres humains et avec la nature. La divergence technique n'est pas seulement une façon de s'opposer au « déferlement des techniques » décrit par Michel Tibon-Cornillot⁴, mais aussi une manière pratique d'engager la société dans la voie d'une pluralité de modes d'agir et de vivre à la surface du monde commun. Notons que ni l'aménagement ni la rupture ne permettent une seule seconde d'évoquer le droit à vivre de façon différente du voisin. Parce que l'un et l'autre sont des variantes d'une conception globalisante qui se considère comme seule capable de « sauver le monde ». Mais l'inverse – qui consisterait à supposer que la divergence technologique ne règlera jamais les problèmes au niveau de leur amplitude actuelle est peut-être faux : l'introduction d'une pluralité licite (par exemple en protégeant la spécificité des marchés locaux, ou la spécificité de filières techniques adaptées à des pratiques différentes) représente tout à la fois un meilleur respect des tendances diverses, des diverses « versions de l'homme », et à terme un équilibre contradictoire qui constitue un bon frein à l'emportement de tous dans le grand système.

Et, pour tout dire, c'est là ce qui fait de la divergence technologique un concept proprement politique et non pas une simple « méthode douce » ou « détournée » pour parvenir par la ruse au résultat que ne sauraient atteindre ni la brutalité d'une mise en crise totale, ni le « cautère sur une jambe de bois » qu'est l'aménagement plus confortable du même système⁵. ●

4. M. TIBON-CORNILLOT, « En route vers la planète radieuse - déferlement des techniques, insolence philosophique », *Rue Descartes* 2003/3, N° 41, p. 52-63.

5. Pour davantage de précisions sur la notion, dans le cadre d'un projet de « démocratie pluraliste », consulter le site de Denis Duclos: <http://www.geo-anthropology.com/>